

Créteil, le 13 juin 2019

Monsieur le Président,

ce CDAS se tient dans un contexte social difficile : les résultats des dernières journées de grèves témoignent d'un « ras-le-bol » généralisé et d'une très grande crainte de l'avenir des agents des Ministères économiques et financiers affectés dans le Val-de-Marne.

Dans ce contexte, les besoins de soutien et d'aides sont particulièrement importants et nécessitent un renforcement des moyens budgétaires de l'action sociale ministérielle. Or, sans concertation et de façon arbitraire, une réserve budgétaire de 5 % a été appliquée à l'ensemble des budgets initiaux des CDAS, réduisant d'autant les actions locales. **Pouvez-vous aujourd'hui nous dire si cette réserve va être levée ? Le CDAS 94 peut-il réfléchir à des actions supplémentaires pour 2019 ?**

Par ailleurs, suite au renouvellement du marché public interministériel en matière de réservations de berceaux en crèche, FO Finances déplore l'opacité et les conséquences concrètes pour les familles et surtout leurs bébés. **FO Finances exige que les familles concernées soient prioritaires pour les futures crèches du nouveau marché.**

**Nous souhaiterions également avoir aujourd'hui un état des lieux circonstancié pour le Val-de-Marne (nombre d'agents concernés notamment).**

FO Finances dénonce également la situation actuelle de la médecine de prévention dans notre département.

Alors que des réformes majeures dans l'organisation des services s'annoncent, nous tenons à exprimer notre **très grande inquiétude** quant au suivi médical des agents du Val-de-Marne. En effet, le non-remplacement du médecin de prévention ne permet plus de garantir, par exemple, les campagnes de visites médicales obligatoires ou bien les entretiens avec les agents en détresse.

La continuité de service assurée pour les agents de la DDFiP 94 par le docteur Lemaître - Prieto - que nous souhaitons à cette occasion particulièrement remercier - n'est qu'un cache-misère. Cette situation non réglementaire ne doit plus durer !

**C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous vous demandons aujourd'hui quelles actions vous avez lancées concrètement auprès du secrétariat général pour remédier à cette situation.**

**FO Finances exige le recrutement immédiat d'un médecin de prévention ainsi que le remplacement, sans délai, du poste d'assistante de délégation.**

Concernant le choix du support pour les cadeaux de Noël des enfants, les résultats de votre enquête, combinés à notre questionnaire, confortent notre position à savoir, que **comme l'an dernier, nous voterons pour des cartes cadeaux, plus simples et certainement moins coûteuses pour les parents que les e-tickets.**

Dans le rapport d'activité de la délégation 2018, le nombre de titres restaurant (carte Apetiz) a augmenté d'environ 18 % en 2 ans alors qu'en parallèle, le nombre de restaurant « finances » a été divisé par 2.

FO Finances rappelle son attachement à une restauration collective de qualité et à prix raisonnable, composante essentielle à l'amélioration des conditions de vie au travail. Aussi, nous espérons que nos échanges sur ce sujet nous éclaireront sur l'avenir des restaurants financiers, et en particulier celui **du site de Saint-Maur-des-Fossés** mais aussi sur **le calendrier et la mise en œuvre des retraits des matériels des anciennes cuisines des restaurants fermés (ex : Choisy, Boissy...).**

Pour finir, Monsieur le Président, nous espérons que vous pourrez nous apporter des informations quant **au dispositif de formation des nouveaux représentants des CDAS, prévu par le CNAS du 29 mars 2019.**